

Fin des énergies fossiles : les pistes de 57 pays



Lors de la conférence internationale sur la sortie des énergies fossiles, à Santa Marta, en Colombie, le 28 avril. RAUL ARBOLEDA/AFP

Audrey Garric

La première conférence internationale sur la sortie du charbon, du pétrole et du gaz a eu lieu en Colombie

Le cadre était symbolique. Une ville portuaire des Caraïbes exportatrice de charbon avec, au large, des navires chargés de ce combustible le plus polluant, accueillait la première conférence internationale consacrée à la sortie des énergies fossiles. A l'issue du sommet, mercredi 29 avril, les 57 pays réunis à Santa Marta (Colombie) ont esquissé des pistes pour tourner la page du charbon, du pétrole et du gaz. Un message politique fort, en pleine crise énergétique causée par la guerre au Moyen-Orient.

Cet événement, organisé par la Colombie et les Pays-Bas, visait à aborder sans tabou cet enjeu essentiel de la lutte contre la crise climatique. Car si les énergies fossiles sont responsables de la grande majorité des émissions de gaz à effet de serre, elles ne sont que peu abordées lors des conférences annuelles sur le climat, souvent paralysées par la règle du consensus et le lobbying industriel. En novembre 2025, la COP30 avait échoué à adopter une feuille de route en la matière.

A Santa Marta, les participants, dont des pays producteurs d'énergie fossile comme le Brésil, le Canada, la Norvège ou le Nigeria, mais aussi l'Union européenne ou Singapour, ont alors voulu tracer une autre voie. En pesant pour 30 % de la consommation mondiale de pétrole et 30 % du produit intérieur brut (PIB) planétaire, ces Etats représentent « *une puissance collective indéniable* », a estimé Irene Vélez Torres, la ministre de l'environnement colombienne. Les principaux émetteurs – Chine, Etats-Unis, Inde ou Russie – n'avaient pas été invités.

« Prélude au fascisme »

« *Quand on nous regardera dans le futur, on se souviendra que nous étions ici, pour résoudre les défis de notre temps. Nous avons décidé de ne pas nous focaliser sur notre économie, qui débouche sur de la destruction, mais de prioriser les vies, la solidarité, la souveraineté et la sécurité* », a affirmé Irene Vélez Torres lors de la plénière de clôture, alors que la flambée des prix du pétrole rend de nombreux pays vulnérables. La veille, le président colombien, Gustavo Petro, avait déclaré que le modèle capitaliste « *suicidaire* », fondé sur les énergies fossiles, pousse l'humanité vers des guerres et la « *barbarie* », qui s'avère « *le prélude, voire l'essence même, du fascisme* ».

Comme prévu, la conférence n'a pas débouché sur une décision négociée ou des engagements contraignants. Elle a donné lieu à une série de propositions visant à remplacer progressivement les énergies fossiles par d'autres plus propres. Il s'agit par exemple de mettre fin aux subventions au charbon, pétrole et gaz, d'accélérer l'électrification du système énergétique, de réduire la demande d'énergie, d'accroître la tarification du carbone ou de taxer davantage les profits de l'industrie des énergies fossiles. Mercredi, le premier ministre français, Sébastien Lecornu, a défendu TotalEnergies, critiquée à gauche pour ses bénéfices record depuis le début de la guerre au Moyen-Orient.

Les participants ont aussi souligné l'importance d'une transition énergétique juste et équitable, qui protège les droits des travailleurs des secteurs dépendant des énergies fossiles, ainsi que d'une coopération et d'une aide financière entre pays. Certaines nations, comme le Nigeria ou le Sénégal, ont plaidé pour une réduction et non une

sortie des énergies fossiles, afin de continuer à financer leur développement et la diversification de leur économie.

Plan en 12 mesures

Pour poursuivre le travail, un nouveau sommet sera organisé en 2027 dans l'archipel de Tuvalu, dans le Pacifique, coprésidé par l'Irlande. Les participants devront réfléchir aux manières de verdir le commerce mondial, de s'attaquer aux dépendances financières (comme celle de la dette qui grève le budget de nombreux pays du Sud) et à la publication de feuilles de route nationales de sortie des énergies fossiles.

Lundi 27 avril, la France a été la première à présenter la sienne. Elle vise une sortie du charbon en 2030, du pétrole en 2045 et du gaz en 2050. Pour y parvenir, elle s'est fixé une centaine de mesures allant de l'électrification massive des transports au développement de modes de chauffage bas carbone comme les pompes à chaleur – des objectifs déjà contenus dans la stratégie nationale bas carbone et la programmation pluriannuelle de l'énergie. Paris rappelle également ses actions pour accompagner les pays du Sud à réaliser leur propre transition. Des engagements dont la « *crédibilité dépendra des financements alloués et de l'accent mis, au-delà du plan d'électrification, sur les économies d'énergie* », explique Anne Bringault, directrice des programmes du Réseau Action Climat.

Pour guider les Etats, un panel scientifique international sur la transition énergétique rassemble plus de 500 experts, et un autre groupe de chercheurs a dévoilé un plan en 12 mesures, parmi lesquelles interdire les nouveaux projets d'extraction, imposer des baisses juridiquement contraignantes des émissions de méthane, réduire les risques liés aux investissements dans les énergies propres par l'intervention des banques centrales.

Dix-huit pays, dont Vanuatu ou le Pakistan, poussent par ailleurs pour travailler à un traité de non-prolifération des énergies fossiles, afin d'arrêter leur expansion puis de réduire leur production. Mais cette proposition ne fait pas l'unanimité, certains Etats, dont la France, estimant qu'un nouveau texte juridique, en plus de l'accord de Paris, serait long à négocier et pas utile. Ces échanges, comme l'ont martelé les pays, nourriront le processus formel des négociations climatiques, et en particulier la COP31, qui se tiendra en Turquie en novembre. « *Cela permettra de renforcer le multilatéralisme* », s'est félicitée Stientje van Veldhoven, ministre de la politique climatique des Pays-Bas.

« *Il y avait une énergie très constructive et ouverte dans les salles* », approuve Catherine Abreu, de l'International Climate Politics Hub. « *Il y aura un avant et un après Santa Marta*, estime de son côté Fanny Petitbon, de l'ONG 350.org. *Le sommet a permis de relancer l'élan que l'on avait senti à la COP30. Il ouvre une fenêtre d'espoir à un moment où l'on en a grandement besoin.* »